



Lundi 20 mai 2024

Nouvelle-Calédonie : le temps des colonies, ça suffit ! Solidarité avec les Kanak !

Magasins et voitures en flammes, barrages routiers, affrontements, jeunes tués par balle... La révolte des Kanak rappelle que ce « territoire d'Outre-mer français » est, en réalité, une colonie. La révolte fait suite à des manifestations massives contre le projet d'élargir le corps électoral aux colons installés depuis 10 ans. Une décision que Darmanin et Macron justifient au nom de la démocratie... Mensonge ! Si c'était vrai, pourquoi n'accordent-ils pas le droit de vote à tous les immigrés vivant et travaillant ici depuis plus de dix ans. Pourquoi avoir promulgué une loi anti-migrants sous la dictée du Rassemblement national ?

Macron veut s'assurer que sur ce territoire à 17 000 kilomètres de la France, le peuple kanak reste minoritaire sur ses propres terres en dépit de son droit à l'autodétermination.

Mensonges et brutalité coloniale

Le gouvernement ne répond que par la répression et la calomnie, déployant le Raid et le GIGN : 1 000 flics envoyés en plus des 1 700 déjà sur place, auxquels s'ajoutent 600 militaires. Le tout appuyé par des blindés, des hélicoptères et même des avions. Environ un flic ou militaire surarmé pour trente Kanak. Et toutes ces forces de répression laissent faire les milices armées de colons, déjà responsables de la mort de plusieurs Kanak.

Darmanin calomnie les mouvements indépendantistes traités « d'organisations mafieuses ». Le même Darmanin qui accuse d'antisémitisme ou de soutien du terrorisme ceux qui protestent contre le génocide de l'État israélien à Gaza. Qui traitait de délinquants ceux qui avaient protesté contre le meurtre de Nahel par la police l'an dernier.

Retour au calme ou à l'ordre colonial ?

Pendant que la droite applaudit à la répression, la gauche (PCF, PS, LFI) appelle au calme et au dialogue, invoquant Mitterrand, Rocard ou Jospin. Mais ce sont les socialistes qui avaient cherché à imposer, en 1984, un nouveau statut de l'archipel, initiant une vague d'affrontements, sous Mitterrand-Chirac, avec le massacre en 1988 de 19 indépendantistes dans l'assaut de la grotte d'Ouvéa. Le « dialogue » instauré par la suite fut surtout une manière de lanterner la population avec des référendums bidon promis pour quarante ans plus tard... Nous voilà quarante ans plus tard : et aucun problème n'est réglé.

Comment pourraient-ils l'être ? Des référendums peuvent-ils supprimer les inégalités criantes de la région ? Mettre fin aux salaires de misère ? Faire cesser l'exploitation du nickel, la grande richesse de l'archipel, et des hommes par des compagnies capitalistes ? Supprimer les bidonvilles ?

Les émeutes ont interrompu le ravitaillement, des poches de transfusion manquent dans les hôpitaux, nous dit-on. Mais ce manque de tout, c'est déjà le quotidien des exploités et des colonisés ! 25 % des Kanak sont au chômage, des milliers d'entre eux dépendent de l'aide alimentaire.

Là-bas, comme ici, ceux qui travaillent et créent les richesses sont traités comme des moins que rien, dépossédés de tout.

En Kanaky comme ici : urgence révolution !

Le point de départ de la révolte est anti-colonial. Elle a pour toile de fond la misère dans l'archipel. Parmi les révoltés, il y a de nombreux jeunes Kanak, mais aussi des jeunes des familles originaires d'autres îles d'Océanie ou du Vietnam. En Kanaky, comme ailleurs, c'est toute une société inégalitaire et violente qu'il faut renverser, en s'opposant à l'État qui la défend.

Alors à ces élections européennes du 9 juin – où voteront d'ailleurs des Océaniens, des Antillais, des Africains –, pour dire clairement que le temps des colonies est bien fini, en Kanaky, à Mayotte, en Palestine et partout, **votez pour la liste « Pour un monde sans frontières ni patrons : urgence révolution ! » conduite par Selma Labib et Gaël Quirante.**

Exemples à suivre

Nous faisons tous le même constat : la charge de travail augmente, les salaires stagnent. C'est partout la même rengaine.

Alors des salariés de Suez ont décidé de ne pas se laisser faire. Le mardi 23 avril, ce sont les salariées et salariés d'Engineering & Construction qui se sont rassemblés en bas de la tour à La Défense pour protester contre la ridicule enveloppe d'augmentations (3% de la masse salariale sans rétroactivité) imposée unilatéralement par la direction et l'indexation de 60% des parts variables sur les résultats financiers du groupe.

Deux jours plus tard, le 25 avril, c'était au tour des salariés de Suez Recyclage & Valorisation de se rassembler en bas de la tour pour protester là aussi contre le passage en force d'augmentations annuelles ridiculement faibles et les nouvelles méthodes de calcul des parts variables.

A Suez Eau France et ailleurs, si pour la direction les « négociations » sont finies, pour nous, ce n'est peut-être que le début.

La goutte d'eau de Suez dans l'océan de la misère

Comme toujours, la PdG nous fait sa comm' sur les « bonnes actions » de Suez. Cette fois, c'est au sujet d'Haïti, l'un des pays les plus pauvres au monde, en proie depuis de nombreux mois à une guerre des gangs généralisée et à un effondrement de l'État, dont la population fait les frais. La fondation Suez fournira une aide à 3 000 personnes pour accéder à l'eau potable, pour un montant de 50 000 euros. A l'échelle des moyens financiers de Suez, ce n'est vraiment rien, sans parler de la vision méprisante qui transparait, à travers la « sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène », alors que les Haïtiens manquent de tout !

Suez soigne son image... à peu de frais.

Les actes anti-LGBTI+ en hausse constante

Alors qu'on a célébré le 17 mai la Journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie, les statistiques du ministère de l'Intérieur révèlent que dans l'Hexagone les atteintes envers les personnes LGBTI+ ont augmenté de 13 % en 2023 par rapport à 2022, avec même un bond de 19 % pour les crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie. Depuis 2016, on a constaté chaque année une augmentation constante des actes anti-LGBTI+. Un fléau qui s'amplifie et qui doit être combattu bec et ongles.

Pierre de Coubertin : un exemple à ne pas suivre

Toute sa vie, ce baron professa des idées ultra-réactionnaires : contre la féminisation des jeux, il croyait à l'« essence supérieure » de « la race blanche », entre autres sorties racistes et colonialistes.

Ce qui est moins connu, c'est qu'il a correspondu directement avec Hitler. Dans un livre récemment paru, l'auteur cite une lettre de 1937, de Coubertin au Führer, pour remercier le régime nazi de sa contribution à la renaissance des Jeux – en fait, des versements de l'Allemagne nazie à un fonds de dotation monté par Coubertin pour poursuivre son action.

Les cadeaux de Macron aux super-riches

Lorsqu'il a supprimé l'ISF en 2018, Macron jurait que c'était pour « [...] l'investissement en direction de l'économie réelle, de la recherche, des usines, de la production », bref « une réforme pour produire, pas un cadeau pour les plus fortunés ».

Six ans plus tard le bilan est accablant. La Cour des comptes dit n'avoir vu aucun « ruissellement » de cette richesse vers l'économie réelle mais, de plus, selon le Comité d'évaluation des réformes de la fiscalité du capital, cela représente chaque année un manque à gagner de 4,5 milliards d'euros pour les finances publiques.



ÉLECTIONS EUROPÉENNES • 9 JUIN 2024

POUR UN MONDE
SANS FRONTIÈRES NI PATRONS

URGENCE
RÉVOLUTION !

MEETING
DE FIN DE
CAMPAGNE

JEUDI 6 JUIN
À 19H

GYMNASE JAPY,
2 RUE JAPY, 75011
VOLTAIRE

